

Revue de presse 2022-2023



N°40

27 mars au 10 avril 2023




Rédacteurs : Côte Fradelin, Matthew Hierro, Emilie Krezdorn

Cliquez sur le  pour accéder aux articles de presse.




Les articles sont développés dans les pages suivantes.

Les titres de la presse

Défense

-  1. La DGA qualifie le Rafale au standard F4.1
-  2. Le président Macron en réunion ce mardi 28 mars avec les dirigeants des principales industries de défense françaises
-  3. La Commission européenne envisage un second projet d'intercepteur d'armes hypersoniques confié à MBDA

International

-  4. Emmanuel Macron en visite d'Etat de 3 jours à Pékin
-  5. La Finlande devient le 31e pays à rejoindre l'OTAN
-  6. La Finlande va renforcer sa défense aérienne avec le système israélien « Fronde de David »

1. La DGA qualifie le Rafale au standard F4.1

La Direction générale de l'armement (DGA) a communiqué sur la récente mise à niveau de l'avion de chasse Dassault Aviation, le Rafale, au standard F4.1.

Dans la gamme des améliorations significatives apportées par cette qualification, on retrouve l'intégration du viseur de casque SCORPION, développé par Thales, qui permet d'augmenter la précision lors des combats aériens. De plus, les capacités de combat aérien collaboratif entre Rafale (échange de données, détection passive...) ont été renforcées. En outre, les Rafale au standard F4.1 sont désormais capables d'embarquer un armement air-sol modulaire (AASM) de 1000 kg à guidage GPS/laser, permettant d'accroître la précision des frappes. Enfin, le standard F4.1 fournit une plus grande protection contre les menaces cyber.

Selon la DGA, ce nouveau standard « s'inscrit dans la logique de développement incrémental du Rafale, pour lui permettre de rester au meilleur niveau face à l'évolution des besoins nationaux et à l'export ». Tous les Rafale de l'Armée de l'Air et de l'Espace (AEE) ainsi que de la Marine nationale seront progressivement qualifiés à ce nouveau standard.

2. Le président Macron en réunion ce mardi 28 mars avec les dirigeants des principales industries de défense françaises

Le mardi 28 mars, le président de la République française, Emmanuel Macron, a réuni à l'Élysée neuf dirigeants des principales entreprises de la base industrielle et technologique française (BITD), dont Nicolas Chamussy (Nexter), Eric Trappier (Dassault Aviation), Pierre-Eric Pommellet (Naval Group), Patrice Caine (Thales), Guillaume Faury (Airbus).

Par ce « mini-sommet de l'armement », Macron cherche à imposer sa vision d'une « économie de guerre », conformément à ses vœux de 2022, ainsi qu'à inciter les industriels de la défense à « une prise de risque accrue » à l'export.

L'objectif est d'« obtenir plus, moins cher et surtout plus vite ». Si les cadences ont considérablement augmenté ces derniers mois (Nexter sera capable de produire huit canons Caesar par mois d'ici 2024 contre deux seulement en 2022), cela ne semble pas suffisant pour l'exécutif. Un autre axe de travail a également été annoncé, à savoir l'adaptation et la mutabilité de la base industrielle et technologique de défense française jugée en retard par rapport aux progrès et enjeux technologiques. L'industrie française est par exemple déclassée en matière de production de drones de combat, devancée par des pays comme les États-Unis, Israël, la Turquie, la Chine ou l'Iran.

Ce rassemblement des plus hauts membres de la BITD française est évidemment sous-tendu par le conflit en Ukraine et l'inquiétude des occidentaux de voir arriver le conflit jusqu'à leur porte. C'est pourquoi Emmanuel Macron souhaite préparer l'armée française en cas de conflit majeur.

3. La Commission européenne envisage un second projet d'intercepteur d'armes hypersoniques confié à MBDA

Alors que la Commission Européenne avait confié au groupe espagnol SENER la direction du programme EU HYDEF (European Hypersonic Defence Interceptor), visant à doter l'Union d'un système de défense contre les missiles hypersoniques, elle vient d'opérer un revirement de position en considérant également le projet du groupe français MBDA, selon *Der Spiegel*.

L'attribution de l'ambitieux projet à SENER en juillet 2022, qui doit réaliser un « système européen d'interception des menaces, armes et systèmes de 2035 et au-delà » pour un budget de 110 millions d'euros, avait provoqué des débats au sein de l'Europe. Les partisans du développement d'une base industrielle technologique et de défense (BITD) à l'échelle européenne approuvaient le choix de ce relatif petit groupe espagnol encore peu expérimenté, mais d'autres considéraient que seul le géant MBDA avait les compétences industrielles pour mener à bien un tel projet.

L'attribution du programme du futur missile, qui sera nommé AQUILA, cristallise donc les rivalités autant politiques que militaires entre deux approches sur le sujet sensible des nouvelles armes hypersoniques.

4. Emmanuel Macron en visite d'Etat de 3 jours à Pékin

Sur fond de conflit russo-ukrainien, le président de la République française, Emmanuel Macron, s'est rendu le mercredi 5 avril à Pékin pour une visite d'Etat de trois jours, accompagné de la présidente de la Commission européenne, Ursula Von der Leyen.

L'objectif de ce premier déplacement en Chine de l'exécutif français depuis la crise du COVID est d'obtenir la médiation de la Chine dans le conflit russo-ukrainien qui a « mis fin à des décennies de paix en Europe », a rappelé le président français. Les deux dignitaires occidentaux comptent ainsi sur la proximité affichée du président russe et du président chinois pour que ce dernier ramène ce premier « à la raison ». La Chine, quant à elle, a revendiqué une « amitié sans limite » avec la Russie, et s'est contentée de quelques déclarations sur le non-recours aux armes chimiques et nucléaires, tout en appelant à une reprise des négociations entre les deux parties. Il a également assuré qu'il parlerait au président ukrainien, Volodymyr Zelensky.

Cette visite diplomatique a également servi de prétexte à la présidence française, accompagnée de 53 dirigeants de multinationales et de PME françaises, pour relancer les relations commerciales entre l'UE et la Chine, en vue de la conclusion d'un maximum de contrats commerciaux.

Alors que les occidentaux voient progressivement leur zone d'influence grignotée, avec par exemple l'Arabie Saoudite qui renoue avec l'Iran, leurs inquiétudes pointent de plus en plus vers la Chine, dont ils savent l'action possiblement décisive. Pourtant, l'Empire du milieu préfère quant à lui regarder vers un axe Pékin-Moscou s'érigeant en rival de Washington.

5. La Finlande devient le 31e pays à rejoindre l'OTAN

Le mardi 4 avril, la Finlande est officiellement devenue le 31e membre de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN), trois ans après l'élargissement de l'alliance militaire à la Macédoine du Nord et six ans après l'élargissement au Monténégro.

Le secrétaire général de l'OTAN, Jens Stoltenberg, a salué une « journée historique » : « Le président Poutine est entré en guerre contre l'Ukraine avec l'objectif affiché d'avoir moins d'Otan [...] Il obtient exactement le contraire », a-t-il souligné avant d'ajouter que « la Finlande est maintenant en sécurité ». En sécurité car en tant que membre de l'alliance militaire, l'ancienne province soviétique est désormais protégée par l'article 5 du traité, qui dispose que si un pays membre de l'OTAN est attaqué, chaque membre de l'OTAN considérera cette attaque comme une attaque armée dirigée contre l'ensemble des membres qui répondront collectivement. Joe Biden s'est dit fier d'accueillir la Finlande au sein de l'Alliance, et a appelé, au même titre que la présidence française, la Suède à les rejoindre.

Face à cette nouvelle, la Russie a promis des « contre-mesures ». Le porte-parole de la présidence russe, Dmitri Peskov, a déclaré qu'il s'agissait là d'« une nouvelle aggravation de la situation. L'élargissement de l'OTAN est une atteinte à notre sécurité et aux intérêts nationaux ». Alors que l'OTAN avait été jugé par le président français comme étant en « état de mort cérébrale » lors d'un entretien en novembre 2021, nul doute que l'invasion de l'Ukraine par la Russie l'a réactivé.

6. La Finlande va renforcer sa défense aérienne avec le système israélien « Fronde de David »

Suite à l'entrée de la Finlande dans l'Organisation du Traité Atlantique Nord (OTAN) le 4 avril dernier, le ministère finlandais de la défense a publié un communiqué le lendemain en expliquant son intention de se doter du système israélien « Fronde de David » pour 316 millions d'euros. L'objectif est de renforcer la défense aérienne finlandaise tout en permettant un « nouvel environnement de sécurité » en vue d' « intercepter des cibles à haute altitude », a fait savoir le ministre finlandais de la Défense, Antii Kaikkonen.

Développés conjointement par Rafael Advanced Defense Systems et l'entreprise américaine Raytheon, et mis en service depuis 2017, les missiles de ce système sont dits de longue portée. Autrement dit, les missiles intercepteurs « Stunner » dotés d'une « tête chercheuse » permettent d'intercepter simultanément plusieurs missiles d'une portée comprise en 40 et 300 km, comme les Scud-B et les Fateh-110, voire les roquettes Khaibar-1. Ils permettent également de neutraliser des avions, leur objectif étant résumé par la formule : « hit to kill ». L'acquisition d'un tel système permettrait ainsi d'étendre « considérablement la portée opérationnelle » de la défense aérienne finlandaise, surtout dans le contexte de guerre en Ukraine.